



**Bretagne ma vie**

& Daniel CUEFF

**MANIFESTE**

Vers un nouveau récit  
fondateur pour la  
Bretagne

Bretagne  
**ma vie**



“  
**Tous unis autour  
d’une même  
cause :  
apporter des  
réponses à la  
Bretagne en  
difficulté.**

Maire honoraire de Langouet, village réputé très actif dans l’écologie sociale, je me suis toujours intéressé à la manière de faire avancer l’écologie pour tous. J’ai acquis la conviction que nous devons chercher des chemins nouveaux pour que la nécessaire transition écologique soit l’affaire de tous et pour tous.

J’ai pu revisiter le chemin pris, après la guerre, par le CELIB (Comité d’Étude et de Liaison des Intérêts Bretons). La Bretagne était alors très pauvre et l’agriculture en grande précarité, l’exode rural terrible.

**Des hommes et des femmes ont alors décidé de mettre leurs compétences et savoirs faire** en commun pour sortir la Bretagne de ses difficultés. Il y avait là des gaullistes, des indépendantistes, des communistes, des démocrates-chrétiens, des socialistes, des ouvriers, des paysans, des marins, des patrons, des universitaires, etc., tous unis autour d’une même cause : apporter des réponses à une Bretagne en difficulté.

Cette union singulière a abouti à de belles réussites dans les années 1960 – 1970, comme le plan routier breton, PSA, Lannion, la Brittany Ferries, l’agriculture et l’agroalimentaire. Et elle a façonné, pour les 50 années écoulées depuis, une Bretagne moderne, conquérante, prospère. Une Bretagne qui est confrontée aujourd’hui à de nouveaux défis de grande ampleur.

Ne pourrions-nous pas reprendre à notre compte ce moment historique, retrouver l’esprit du CELIB pour affronter, au-delà de nos sensibilités légitimes, la nouvelle donne climatique qui s’impose à notre économie et à nos territoires ? Déjà, elle change aujourd’hui, et elle va changer profondément demain, la vie des Bretonnes et des Bretons.

Après la publication de la tribune « je signe Bretagne » qui, sans promotion particulière, a vite réuni plus de 900 signatures, nous avons collectivement pris conscience que le chemin était non seulement possible mais souhaité.

D’où la liste que nous avons constituée pour gagner les élections régionales et que j’ai l’honneur de conduire. Cette liste rassemble des femmes et des hommes qui ont accepté de « se retrousser les manches » pour, autour des nouveaux challenges pour la Bretagne, mener une action publique concrète, pour tous et avec tous. Elle présente, de fait, des différences essentielles au regard de l’offre politique conventionnelle.

Daniel Cueff

## 1<sup>ère</sup> différence : une liste politique sans parti politique

La politique n’appartient pas aux partis, l’avenir de la Bretagne encore moins.

Le régime ancien, celui que nous connaissons depuis 50 ans, avec ses alliances entre partis et son incapacité à penser l’avenir, à agir sur le climat et à relever les défis sociaux, environnementaux, économiques et culturels, est en échec, paralysé.

Il faut oser ouvrir les yeux !

Les jeunes ont massivement marché pour le climat. Ils n’ont pas attendu l’autorisation des partis pour manifester face à l’inaction des pouvoirs politiques.

Nous ne voulons pas nous enfermer dans des discussions politiciennes. La liste que nous présentons sera donc sans partis et n’a pas pour objet de créer un nouveau parti.

« **Bretagne ma vie** » est ainsi la seule liste de Bretagne qui affiche son ambition de porter un projet politique a-partisan et, donc, libre de toute tutelle, uniquement vouée au développement de la Bretagne.

## 2<sup>e</sup> différence : une ambition qui ne fuit pas la réalité

Ce que nous souhaitons, c’est créer une dynamique avec des Bretonnes et des Bretons qui ont compris que le dérèglement climatique, la dégradation de la biodiversité, les crises environnementales, sanitaires, économiques, sociales et démocratiques, réclament une nouvelle lecture politique. L’enjeu pour la Bretagne, là où nous pouvons agir, est aussi fort aujourd’hui que sortir de la misère l’était au lendemain de la Seconde Guerre mondiale.

Cette ambition est vitale. Car toute économie, si elle ne devient pas durable, est inexorablement promise à disparaître. Les pays et les régions qui ne s’y mettent pas aujourd’hui seront demain en grand danger.

“  
**Les jeunes ont massivement marché pour le climat. Ils n’ont pas attendu l’autorisation des partis.**

**Cette ambition est vitale. Car toute économie, si elle ne devient pas durable, est inexorablement promise à disparaître.**

”

Il nous faut aussi mieux comprendre et prévoir les risques nouveaux -ou que nous avons oubliés depuis quelques décennies- afin de nous organiser et les affronter au mieux. Ainsi, par exemple, celui de la sécurité alimentaire : le changement climatique menace nos pratiques agricoles devenues très sensibles aux variations climatiques (sols appauvris, baisse des rendements de cultures soumises à des sécheresses plus fortes et fréquentes et donc dépendance accrue à une eau plus rare, érosion rapide de la biodiversité sauvage et cultivée, multiplication des pandémies dans les élevages...). Et l'ensemble de notre système alimentaire (et plus généralement de notre économie) est encore aujourd'hui trop dépendant d'un pétrole en voie d'épuisement.

Cette ambition invite les entreprises comme les organisations publiques à regarder différemment la nature ; elle les pousse à identifier de nouvelles opportunités alliant activité et prospérité durable. La bonne nouvelle est que celles-ci sont innombrables. Et que l'intelligence humaine est une ressource inépuisable. À nous de savoir la mobiliser et nous organiser.

### Un constat de bon sens, déjà bien connu et largement partagé :

> La Bretagne dépend de l'importation de matières premières stratégiques qui sont soit en cours d'épuisement, soit de plus en plus difficiles à produire et à transporter : fer, aluminium, carton, plastique, soja, blé noir, lin...

Comment produire mieux ou remplacer ces matières premières sans générer d'impact négatif sur la nature ?

> La Bretagne exporte massivement, du fait d'un maillage agricole et agroalimentaire unique au monde.

Comment produire, transformer et exporter mieux avec un impact positif sur la biodiversité, l'emploi, le revenu des agriculteurs et la santé ?

> La Bretagne ne prend pas la pleine mesure du potentiel qu'offre sa situation géographique et maritime exceptionnelle. Cette position au cœur de l'Atlantique Nord-Est et à l'entrée de la Manche a fait sa prospérité et sa renommée dans un lointain passé. Malgré les menaces qui se font jour, la pêche, la conchyliculture, les activités de défense, le nautisme et la recherche restent des points forts de l'économie maritime bretonne. Mais de nombreux secteurs sont trop peu développés : transport maritime de marchandises, trafic et

industrie portuaires, énergies marines renouvelables, algues, construction navale et nautique, start-ups du domaine maritime, desserte et mise en valeur des îles, éducation océanique de la jeunesse, culture maritime... Comment créer un projet global du développement maritime breton ?

### Une approche dynamique et coopérative

La gestion de la Région se fait, depuis trop longtemps, au cas par cas, sans stratégie de long terme, sans récit commun, sans dynamique d'espoir.

Si nous proposons de laisser nos drapeaux politiques éventuels de côté, de relativiser nos postures idéologiques, c'est bien pour accepter, ensemble, de nous retrousser les manches. Il va nous falloir affronter les défis immenses que nous imposent déjà, et sans ménagement, les dérèglements du climat.

Historiquement référencée au CELIB, la méthode demeure novatrice car elle fait sens dans notre région. Les Bretonnes et les Bretons savent se mobiliser et travailler en réseau.

Il s'agit certes d'une ambition forte. Elle part du principe que chaque Bretonne et chaque Breton, chaque entreprise, chaque centre de recherche, chaque collectivité peut contribuer à la réussite de ce projet économique et sociétal.

Les Bretonnes et les Bretons doivent être le cœur, le moteur et les principaux bénéficiaires de cette nouvelle politique.

### 7 Challenges qui seront le fil rouge de notre action...

Les Challenges pour la Bretagne traduisent le grand projet collectif que nous proposons aux Bretonnes et aux Bretons de mener ensemble pour l'avenir.

L'énergie et les moyens du Conseil régional seront focalisés sur la mobilisation des forces vives et des territoires de Bretagne. Nous les inviterons à identifier et mettre en œuvre ensemble les solutions les plus adaptées, à partir de leurs réalités locales. Tout au long de la mandature, ces Challenges seront le fil rouge de notre action.

“ **Fédérer sans exception toutes les bonnes volontés et faire converger toutes les compétences bretonnes.** ”

“ **Affronter les défis immenses que nous imposent déjà, et sans ménagement, les dérèglements du climat.** ”



” **L'énergie et les moyens du Conseil régional seront focalisés sur la mobilisation des forces vives et des territoires de Bretagne.**

## Les 7 challenges pour la Bretagne

**Au cours de la campagne des élections régionales, nous vous présenterons les 7 grands challenges pour la Bretagne.**

**Ils constitueront la colonne vertébrale de l'action de la Région à partir de 2021.**

**Et nous vous inviterons, d'une part à contribuer à la réflexion collective et, d'autre part, à proposer les actions que vous souhaitez mener pour prendre part activement au futur projet régional.**

**En effet, pour chacun des 7 grands défis historiques que nous vous proposons de relever ensemble, nous ferons appel à toutes les énergies et compétences bretonnes.**

Les Challenges pour la Bretagne nous différencient de ceux qui envisagent l'économie comme devant s'émanciper de toute contrainte environnementale, au nom de l'emploi ou de l'argent.

Ils nous différencient de ceux qui pensent que les entreprises sont par nature nuisibles à l'environnement.

Ils nous différencient, enfin, de ceux qui sont « en même temps » d'un point de vue et de l'autre !

À l'heure du dérèglement climatique et de la pandémie du COVID 19, nous affirmons qu'il n'est plus raisonnable ni même possible d'exploiter nos ressources naturelles de façon non durable, pas plus qu'il n'est possible de nous donner bonne conscience à bon compte en sanctuarisant quelques espaces naturels et délaissant le reste. Il nous faut chercher à construire une relation positive et durable avec la nature également là où nous vivons et travaillons, plutôt que nous limiter à préserver la nature sauvage dans quelques espaces privilégiés, à l'écart de la société humaine, et condamner tous les autres espaces (ceux où nous vivons !) à subir en permanence destructions et pollutions. Les espaces humanisés doivent, eux aussi, recevoir attention et protection. N'est-ce pas juste une question de bon sens ?

Cette économie prend ses racines maintenant, sur la base des compétences actuelles en Bretagne qui vont elles-mêmes évaluer les marges d'action pour aboutir, en 10 ans, à changer la donne.

Cette économie vraiment moderne, cette prospérité durable, ne sont pas une utopie, loin s'en faut. C'est déjà une réalité en Europe avec l'Origin Green irlandais, par exemple, ou encore le parc 20/20 à Amsterdam. Mais aussi dans les nombreuses entreprises bretonnes ou internationales, comme les groupes Desso et Rainett.

## Un objectif clair et une démarche pragmatique

Notre objectif, sur le plan économique, est de développer en Bretagne un **Indicateur Régional de Prospérité Durable**, outil de mesure et de gestion efficace, simple et concret pour parvenir à ce que l'économie non seulement ne détruise pas la biodiversité, la santé, la prospérité locale et l'emploi mais, au contraire, contribue à les restaurer et à les dynamiser.

## L'Indicateur Régional de Prospérité Durable

**Notre but est la prospérité durable de la Bretagne et de ses habitants.**

**Mesurer les progrès d'une politique régionale est indispensable pour établir des objectifs ambitieux et réalistes, puis en évaluer les impacts.**

**Au-delà de l'indispensable analyse des statistiques, nous donnerons la parole aux Bretonnes et aux Bretons et coproduirons avec eux le récit collectif d'avenir dont notre région a besoin.**

**Nous nous appuyerons notamment sur les acquis déjà anciens de l'indice canadien du Mieux-Être et les travaux actuels de la région Occitanie ; sur les labels de qualité environnementale et, bien sûr, les initiatives réunissant les entreprises responsables, telles qu'Origin Green en Irlande, Best for Geneva en Suisse, le label international BCorp ...).**

**L'indicateur Régional guidera l'action de l'Assemblée de Bretagne et, tout particulièrement, l'appui qu'elle apportera aux acteurs de la région. Il rendra plus lisible cette démarche collective vers une prospérité vraiment durable pour tous.**



“

## L'Indicateur Régional de Prospérité Durable sera le cœur opérationnel du projet.

Cet objectif n'est pas mince : il permettra non seulement de guider les choix politiques et économiques de la Région, mais mobilisera aussi la Bretagne toute entière dans une direction économiquement forte, de nature à fédérer sans exception toutes les bonnes volontés et faire converger toutes les compétences bretonnes présentes dans les entreprises, les universités et leurs centres de recherche, les associations, les collectivités locales... **L'Indicateur Régional de Prospérité Durable** ne sera pas un gadget, ni un label de plus. Ce sera, au contraire, le cœur opérationnel du projet économique, environnemental, culturel et social de la Bretagne ; l'outil qui doit nous permettre d'accompagner les entreprises qui veulent réinterroger leurs chaînes de valeurs, pour développer de la valeur ajoutée locale et mieux se positionner pour répondre aux besoins émergents. Ce sera aussi l'occasion de mobiliser les compétences bretonnes en recherche et développement.

Toutes les entreprises qui le souhaiteront seront invitées à faire des propositions, sur la base de leurs excellences environnementales et sociales actuelles, pour dégager par elles-mêmes des marges de progression concrètes, viables et mesurables. La Région dirigera prioritairement son aide économique, sans distinction de secteur d'activité, vers un objectif majeur : la création d'emplois à forte valeur ajoutée sociale et environnementale sur tous les territoires de Bretagne.

On sait aujourd'hui que la prospérité économique durable d'un territoire dépend de la diversité de son tissu d'entreprises. Dans ce domaine, notre économie régionale, encore très spécialisée, est moins bien placée qu'elle ne pourrait l'être. Une nouvelle dynamique collective est nécessaire pour déboucher sur un plan ambitieux à l'horizon 2050. Dans le sillage de « Produit en Bretagne », nous proposons la création de la démarche « Industries en Bretagne » qui engagera notre région dans un développement significatif, dans divers secteurs, d'entreprises axées sur les marchés intérieurs et extérieurs de demain.

On sait aussi que, de plus en plus, la pérennité des entreprises va dépendre de leur capacité à s'adapter aux crises à répétition, tout en tendant vers un impact positif sur l'emploi, la santé, la qualité de vie et l'environnement. Nous accompagnerons ces efforts d'adaptation.

Ces défis, nous sommes capables de les relever ensemble.

De façon cohérente, et pour consolider le nouveau récit breton, **l'Indicateur Régional de Prospérité Durable** sera notre boussole politique dans nos relations avec les Pays et collectivités de Bretagne.

Cela concernera toute l'action publique, et notamment :

- > L'arrêt de l'artificialisation des terres agricoles et des atteintes à la biodiversité au profit de la revitalisation des centres bourgs et centres villes.
- > La mise en œuvre d'une politique maritime par la revitalisation et la réindustrialisation des ports de Bretagne, et la création de lignes de cabotage maritime respectueuses de l'environnement seront une ambition nécessairement partagée.

“

## La pérennité des entreprises va dépendre de leur capacité à s'adapter aux crises.



“

Cela concernera  
toute l'action  
publique.

> L'autonomie énergétique de la Bretagne. Sans cesse annoncés, sans cesse différés, les effets du pacte électrique breton se font attendre. Nous lui donnerons un nouveau souffle, des inflexions nécessaires et un contrôle démocratique renforcé. Nous engagerons également une nouvelle politique énergétique, en lien avec les syndicats départementaux d'électrification pour promouvoir la sobriété énergétique, les dispositifs d'autoconsommation collective, la production d'hydrogène à partir d'énergies renouvelables, ... Autant de sujets qui demandent coordination, participation citoyenne et maillage fin du territoire breton en relation avec les entreprises, les logisticiens et les collectivités bretonnes.

> L'accélération de la mise en œuvre du très haut débit (À peine 35% des foyers bretons sont raccordés, contre 54 % pour le territoire national !, avec de grandes distorsions d'équité entre territoires). Cette politique sera accompagnée d'une politique globale pour le bon usage des technologies de l'information et pour l'accès opérationnel aux données numériques ouvert à tous.

> La mobilité la plus décarbonée possible, plus fluide dans les connexions entre les différents modes de transports, accompagnée de nouveaux services associés aux pôles intermodaux (commerces, services, couverture numérique, aide à la personne ...). Nous agirons pour la revitalisation du fret ferroviaire breton. De même, une forte impulsion sera donnée aux transports en commun, dont l'offre reste insuffisante en Bretagne.

> Le secteur culturel, vecteur important de bien-être, de cohésion sociale, d'identité collective et de démocratie, est aussi un acteur clé de l'emploi et du développement économique des territoires (il contribue 7 fois plus au PIB français que l'industrie automobile). Il fera l'objet d'une politique régionale concertée et renforcée.

### 3<sup>e</sup> différence : Un modèle de gestion inédit, qui implique les Bretonnes et les Bretons et s'appuie sur leur créativité et leur esprit d'initiative.

La Région Bretagne lance chaque année des appels à projets calqués sur ceux de l'État. Pour avoir une chance d'être subventionné, il faut soit inventer de toutes pièces un projet pour « rentrer dans les cases », soit modifier son propre projet pour qu'il puisse « rentrer dans les cases » soit encore, la plupart du temps, renoncer à répondre à ces appels à projets, trop complexes, trop éloignés de la vie des organisations.

Quand, par miracle, un projet arrive à rentrer dans les cases, il ne peut plus en sortir, bordé qu'il est par des conventions, des financements, des procédures qui ne permettent ni l'innovation ni la prise en compte de la réalité.

Nous supprimerons tous les appels à projets au profit exclusif des **appels à propositions** issues des forces vives de Bretagne. Ces appels à propositions s'inscriront dans les challenges qui auront été validés par les Bretonnes et les Bretons lors des élections régionales. Finies les procédures sans fin, finies les politiques condescendantes du « haut » vers le « bas », finie l'administration bureaucratique ! Nous déconcentrerons l'administration régionale afin qu'elle soit au plus près des territoires pour, à la fois, accompagner les propositions qui en sont issues et mener à bien les missions de service public de la Région, en fonction des réalités locales.

Les appels à propositions de la Région seront ainsi ouverts à tous : communes, collectivités locales, associations, entreprises, assemblées citoyennes des 28 Pays traditionnels et conseils de développement.

Finies les  
procédures  
sans fin, finies  
les politiques  
condescendantes  
du « haut » vers  
le « bas », finie  
l'administration  
bureaucratique !

”

**“ Aider les entreprises bretonnes compétentes à répondre aux marchés publics.**

Les Bretonnes et les Bretons veulent faire par eux-mêmes : À nous de les aider plutôt que de les corseter et les contrôler au moyen d'une bureaucratie souvent aussi inutile que dommageable à l'action.

Nous mettrons en avant l'action concrète et non les centaines de réunions, de comités de pilotage, de schémas technocratiques qui encombrant les armoires des collectivités locales et territoriales et qui freinent l'action.

L'accès aux marchés publics sera aussi revu, dans le strict respect de la réglementation et de l'indispensable transparence qu'exigent les Bretons.

Il sera destiné aux entreprises, sur la base de leur implication dans les challenges et notamment l'Indicateur Régional de Prospérité Durable. De fait, les entreprises bretonnes seront ainsi au premier rang de l'action.

Il s'agit bien d'aider, par la commande publique, les entreprises bretonnes compétentes à répondre aux marchés publics. C'est une question de politique économique territorialisée qui induira aussi des recettes pour les collectivités.

À l'image d'autres régions françaises et européennes, nous proposerons la création d'un fonds souverain dédié au développement durable de l'économie bretonne.

**4<sup>e</sup> différence : suppression de toutes les concurrences inutiles**

Il est choquant et destructeur que la Région mette en concurrence les centres de formation ou les associations à but non lucratif sur la base d'appels à projets. Cela fragilise ces structures, déstabilise les compétences, précarise les personnels et génère chaque année des incertitudes quant aux budgets.

Plutôt que de demander aux centres de formation, aux associations, aux centres de recherche de répondre à des appels à projet, nous leur demanderons de faire des propositions contribuant à l'Indicateur Régional de Prospérité Durable, et leur proposerons une convention de 5 ans.

Donc plus de dossier-type à remplir, plus de mise en concurrence entre centres de formation, associations et/ou laboratoires de recherche.

La Région indiquera d'emblée que tout projet est à priori retenu s'il est concret, justifié, non démesuré et s'il contribue à l'Indicateur Régional de Prospérité Durable. Des négociations seront conduites avec les porteurs de ces propositions, avec pour objectif de sécuriser les structures (ce qui est très important dans une société bretonne durablement fragilisée par la Covid 19), de maîtriser les budgets dans le temps, y compris celui de la Région, d'engager l'État et l'Europe et de mettre en place des auto-évaluations au regard, notamment, de l'Indicateur Régional de prospérité Durable.

**Il est choquant et destructeur que la Région mette en concurrence les centres de formation ou les associations sur la base d'appels à projets.**



## 5<sup>e</sup> différence : Une gouvernance bretonne inédite

Comme tous les Français, Les Bretons veulent aujourd'hui une démocratie plus vivante. Comme toutes les institutions de la République, la Région doit devenir plus réellement démocratique.

Aussi, dès l'installation du Conseil Régional, et conformément à la loi, nous allons proposer l'élaboration d'un règlement intérieur qui deviendra la charte fondamentale de la gouvernance régionale.

Il s'agit d'un renouveau important du fonctionnement démocratique du Conseil Régional :

Les deux principales instances dirigeantes du Conseil Régional seront :

- > Une **Assemblée de Bretagne**, composée des 76 conseillers régionaux, menée par une présidente ou un président et 2 vice-présidences paritaires
- > Un exécutif, élu par l'Assemblée, composé d'un président ou d'une présidente et 6 vice-présidences paritaires.

L'Assemblée de Bretagne fixera son ordre du jour, et donc sa politique régionale, en relation avec l'exécutif régional, les Pays de Bretagne, les collectivités locales, territoriales et départementales, le Conseil économique social et environnemental régional et le Conseil culturel de Bretagne.

L'Assemblée de Bretagne pourra révoquer son exécutif.

Elle pourra également convoquer sur des sujets très précis, aujourd'hui délaissés par le jeu des partis et des institutions, une chambre citoyenne composée pour 40% de conseillers régionaux et pour 60% de citoyens inscrits sur les listes électorales des 5 départements de la Bretagne historique et tirés au sort selon les modalités de démocratie directe. Les conclusions de la chambre citoyenne feront l'objet soit d'un référendum (si le sujet dépasse le cadre des compétences de la Région), soit d'une adoption par l'Assemblée (si le sujet concerne une politique de droit commun de la Région).

Nous renforcerons le Conseil Régional des jeunes. Son mode de désignation sera démocratisé et son fonctionnement décidé par les jeunes.

Nous publierons tous les chiffres des investissements de la Région en open data sur son site et sur un site dédié, ouvert à discussion et à contestation.

“ Il s'agit d'un renouveau important du fonctionnement démocratique du Conseil Régional. ”

## 6<sup>e</sup> différence : une action sociale collective et immédiate

Rien ne sert de conduire une action politique pour un avenir meilleur si le quotidien actuel des Bretonnes et des Bretons n'est pas assuré.

En raison des graves conséquences sociales et économiques provoquées par la Covid 19, notre priorité absolue sera d'assurer rapidement la sécurité individuelle et familiale pour tous, selon quatre axes :

- > Sécurité alimentaire
- > Sécurité sanitaire
- > Sécurité du logement
- > Sécurité éducative

Il s'agit d'une politique publique offensive, qui va fédérer les associations volontaires, caritatives et de solidarité, les communes, les groupements de communes, les départements, les bailleurs sociaux, les établissements scolaires, les lycées.

Nous défendons fortement l'idée que les personnes et familles elles-mêmes peuvent trouver les solutions qui les concernent au premier chef. Beaucoup d'initiatives de référence en Bretagne nous inspirent, tels les Territoires zéro chômeurs longue durée (ATD Quart Monde) ou le mouvement des Castors, collectif né en Bretagne pour la construction partagée des habitations.

Le Conseil Régional proposera à ses partenaires institutionnels de coordonner leurs efforts et moyens pour être capables d'anticiper ensemble les crises alimentaires et sanitaires.

Nous avons la conviction que seule une société meilleure et plus sûre aujourd'hui peut rendre possible une société plus heureuse demain.

“ Notre priorité absolue sera d'assurer rapidement la sécurité individuelle et familiale pour tous. ”





## 7<sup>e</sup> différence : faire confiance

“

**La vie associative est porteuse de solutions qui ne sont, trop souvent, ni entendues ni prises en considération.**

En Bretagne, les relations sociales sont l'une de nos principales richesses. La vie associative dans toute sa diversité est porteuse de solutions qui ne sont, trop souvent, ni entendues ni prises en considération. Beaucoup trop d'associations passent un temps considérable à chercher des subventions, ce qui les détourne de l'action réelle.

Dès le début de notre mandat, nous contacterons chacune des associations subventionnées par la Région pour solliciter leurs expertises et analyser leurs propositions au regard de leur impact régional ou dans leurs pays d'ancrage, en prenant pour **référence l'Indicateur Régional de Prospérité Durable**.

En concertation avec les collectivités locales compétentes, nous proposerons alors une stratégie différenciée pour chaque association avec une visibilité de leurs actions sur 5 ans.

Ainsi, par exemple, nous proposerons :

- > aux associations culturelles, aux festivals de définir avec le Conseil régional un plan de sauvetage et de promotion de la culture sur 6 ans
- > aux associations militantes d'établir avec la Région un véritable plan Marshall en faveur des langues de Bretagne et une stratégie de long terme, avec effets mesurables dans les 5 années à venir
- > aux associations sportives de faire des propositions pour la promotion des pratiques sportives comme vecteurs de développement local et d'éducation populaire.

### En conclusion

Allons-nous réussir ? Nous le souhaitons, mais il est clair que notre réussite sera celle de tous ou ne sera pas. Elle deviendra réalité si un nombre important de personnes décident de franchir le pas, pour que la Bretagne devienne enfin résiliente.

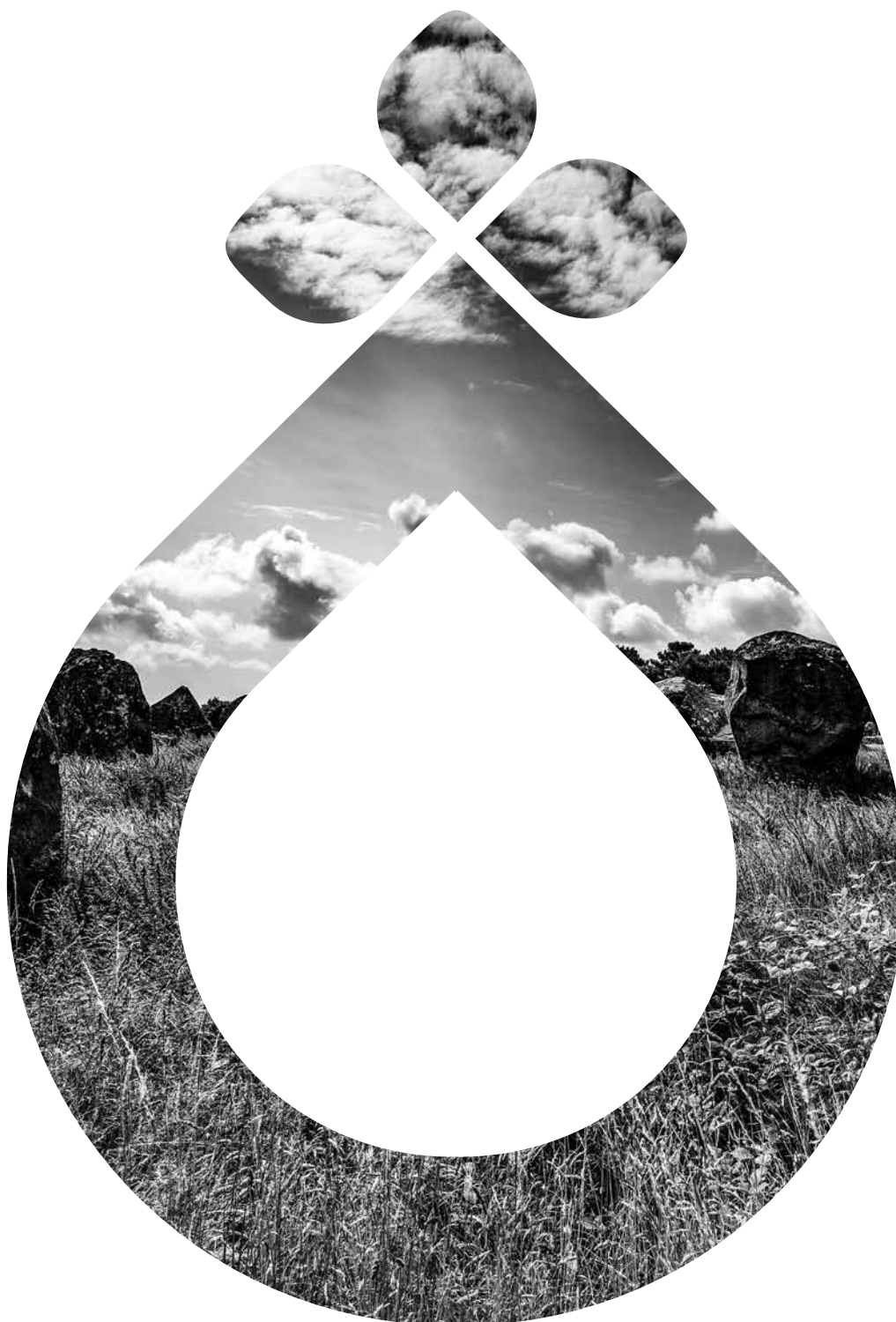
La Bretagne mérite un vrai débat démocratique, en partant de la réalité quotidienne que nous vivons et de ce que nous sommes. Pour cela, nous proposons une politique basée sur la confiance, l'entraide, la solidarité et l'action, qui nous éloignera durablement d'une société du conflit.

Une politique qui saura marier enracinement et ouverture. Nous croyons en effet, avec le grand poète portugais Miguel Torga, que « l'universel, c'est le local moins les murs ».

**Une politique basée sur la confiance, l'entraide, la solidarité et l'action, qui nous éloignera durablement d'une société du conflit.**

”





**Bretagne ma vie**  
& Daniel CUEFF

François Arbellot (Directeur de campagne) - 06 95 45 43 90 - [contact@bretagne-ma-vie.bzh](mailto:contact@bretagne-ma-vie.bzh) -  
[www.bretagne-ma-vie.bzh](http://www.bretagne-ma-vie.bzh)